



**FR**

**CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE**

**Annexe**

de la décision de la Commission relative au programme d'action annuel en faveur de la République démocratique du Congo pour 2020

**Document d'action concernant le « Programme d'appui à la réforme de la police (PARP – Phase III) »**

<b>1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS</b>	Programme d'appui à la réforme de la police (PARP – Phase III) Numéro CRIS: CD/FED/042-471 financé par le 11 <sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED)			
<b>2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation</b>	République démocratique du Congo (RDC) L'action sera menée sur l'ensemble du territoire congolais			
<b>3. Document de programmation</b>	Programme indicatif national (PIN) 2014-2020 pour la République démocratique du Congo			
<b>4. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	1 – Lutte contre la pauvreté 5 – Égalité entre les sexes 8 – Travail décent et croissance économique 10 – Inégalités réduites 16 – Paix, justice et institutions efficaces			
<b>5. Secteur d'intervention/ domaine thématique</b>	Secteur de concentration 3 – Renforcement de la gouvernance et État de droit	Aide au développement <sup>1</sup> : OUI		
<b>6. Montants concernés</b>	Coût total estimé: 20 000 000 EUR Montant total de la contribution du FED: 20 000 000 EUR			
<b>7. Modalité d'aide et modalité de mise en œuvre</b>	Modalité de projet Gestion indirecte avec la République démocratique du Congo			
<b>8 a) Code CAD</b>	15210 – Gestion et réforme des systèmes de sécurité			
<b>b) Principal canal de distribution</b>	Canal 20000 – Organisations non gouvernementales et société civile			
<b>9. Marqueurs</b>	<b>Objectif stratégique général</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Objectif principal</b>

<sup>1</sup> L'aide publique au développement doit avoir pour objectif essentiel la promotion du développement économique et du bien-être dans les pays en développement.

<b>(issus du formulaire CRIS CAD)</b>	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et émancipation des femmes et des jeunes filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, maternelle, néonatale et infantile	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes avec handicap	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Objectif principal</b>
	Diversité biologique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>10. Marqueur internes</b>	<b>Objectifs stratégiques</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Objectif principal</b>
	Digitalisation	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Migration	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>11. Programmes thématiques phares « Biens publics mondiaux et les défis qui les accompagnent »</b>	Non applicable			

## RESUME

Depuis les élections de 2018, la République démocratique du Congo (RDC) connaît sa première alternance politique pacifique avec de nouvelles autorités qui se sont engagées à entreprendre les réformes institutionnelles du secteur de la sécurité en vue du rétablissement de l'État de droit et de la stabilité dans le pays. Après une période marquée par des avancées concrètes (2008 – 2015), la réforme de la police a connu un important ralentissement entre 2016 et 2019. Sa relance est primordiale pour soutenir la vision politique des nouvelles autorités en matière de protection et de réalisation des droits de la population afin de rétablir durablement la sécurité sur l'ensemble du territoire, plus particulièrement dans les zones

sensibles du pays. S'inscrivant dans la vision du nouveau Chef de l'État, un deuxième Plan d'action quinquennal pour la réforme de la police (PAQ2) pour la période 2020 – 2024 a été validé fin 2019 par le nouveau gouvernement. En accord avec la décision du Conseil de l'UE du 9 décembre 2019 pour le réengagement réciproque de l'UE dans le domaine de la gouvernance et de la Réforme du secteur de sécurité, l'UE a approuvé en fin 2019 le deuxième Programme d'appui à la réforme de la justice (PARJ II – 11<sup>e</sup> FED). Le Programme d'appui à la réforme de la police (PARP – Phase III) entend poursuivre l'engagement holistique dans ce secteur et soutenir la dynamique réformatrice dans la continuité de la Mission EUPOL RDC et des programmes du Fonds européen de développement, de l'Instrument contribuant à la paix et la stabilité et des autres coopérations européennes. L'objectif global est de contribuer à la paix, à la sécurité et au renforcement de l'État de droit en améliorant la gouvernance, la protection des droits humains ainsi que la lutte contre l'impunité et la corruption en RDC. Les quatre objectifs spécifiques sont i) l'amélioration de la mise en œuvre de la réforme et de la redevabilité de la police, ii) le renforcement de la professionnalisation de la police et de la chaîne pénale, iii) l'amélioration de la gestion des ressources humaines et iv) l'opérationnalisation de la police de proximité pour restaurer la confiance de la population.

L'action est mise en œuvre au niveau de la police et du ministère de l'intérieur tant à Kinshasa que dans plusieurs provinces pilotes à définir, selon des critères qui seront établis au moment du lancement en concertation avec les parties prenantes. Elle renforce la cohérence entre la réforme de la police et les réformes de l'armée et de la justice dans une vision plus globale de la réforme du secteur de la sécurité en impliquant l'ensemble des forces de sécurité et en améliorant la relation entre la police et les populations, tant au niveau central que local. Des opérateurs spécialisés, disposant d'une forte expérience en RDC seront mobilisés dans le cadre d'un contrat de subvention en attribution directe.

Un suivi régulier des réformes sera effectué avec les autorités congolaises, sur base d'une feuille de route agréée conjointement, avec des engagements respectifs et des indicateurs de progrès issus du Plan d'action quinquennal pour la réforme de la police (PAQ2).

Cette action sera mise en œuvre dans un contexte COVID-19 et adaptée si nécessaire pour atteindre son objectif.

## **1 ANALYSE DU CONTEXTE**

### **1.1 Description du contexte**

Avec un score de 32,1 sur 100, la République démocratique du Congo (RDC) se situait en 2017 au 47<sup>e</sup> rang sur 54 en ce qui concerne l'indice de gouvernance globale de la Fondation Mo Ibrahim. Le rapport sur l'État de droit publié par le *World Justice Project* en 2019 classe la RDC au 124<sup>e</sup> rang sur 126 pays. L'investiture d'un candidat de l'opposition, Mr Felix Tshisekedi, le 22 janvier 2019 à la présidence de la RDC a conclu un long processus électoral après 2 années de crise politique et de glissement aux conséquences sécuritaires et humanitaires sérieuses. Cette première transition pacifique du pouvoir représente une fenêtre de changement encore fragile mais qui devrait mener vers l'amélioration des conditions de vie et de sécurité pour la population et de développement du pays. Le nouveau pouvoir a pris des décisions pour l'ouverture de l'espace politique et la lutte contre les inégalités, dont la gratuité de la scolarité primaire, qui ont été favorablement saluées par la population. Cela se traduit notamment par un accroissement de la liberté d'expression de la population, la société civile et des médias, ainsi

que par le retour des opposants politiques au pays. Les nouvelles autorités ont rouvert le pays au partenariat régional et international, à travers la reprise du dialogue avec le Fonds monétaire international, la normalisation des relations diplomatiques et la reprise de la coopération sécuritaire au niveau des États de la région et de la coopération bilatérale avec les États occidentaux. De l'évolution de la crise liée au COVID-19 au cours des mois à venir, certains de ces éléments d'analyse pourraient être nuancés.

L'année 2019 a été dominée par la mise en place du nouveau gouvernement de coalition et la définition de son programme. Ce dernier doit prioriser et mettre en œuvre des réformes destinées à augmenter les revenus, combattre la corruption et améliorer la gouvernance des finances publiques pour pouvoir garantir l'équilibre budgétaire et entamer la réalisation de son programme. La situation sécuritaire reste très fragile (ou s'est détériorée dans certaines provinces, comme dans celle de l'Ituri) en raison de la présence persistante de groupes armés dans le pays. Si certains de ces groupes armés ont rendu les armes, espérant bénéficier d'un programme de désarmement, démobilisation, réintégration (DDR), d'autres au Nord-Est de la RDC restent très actifs. Malgré l'appui de la Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUSCO), les Forces armées de la RDC (FARDC) peinent à les éradiquer durablement et rétablir la stabilité à l'Est du pays. Par ailleurs, le reste du pays demeure caractérisé par une insécurité chronique dans les grands centres urbains ou les zones reculées. Face au défi de rétablir la stabilité pour un développement économique et social durable du pays, la police a un rôle prépondérant à jouer pour la protection des populations, des institutions et des biens communs. La situation de crise du COVID 19 qui prévaut désormais à l'échelle mondiale, démontre le besoin d'établir un service public et des forces de l'ordre en mesure d'intégrer les enjeux de santé publique et de contribuer à la lutte contre les épidémies.

Les conclusions du Conseil du 9 décembre 2019 précisent que l'UE est prête à s'engager progressivement à soutenir le programme de réforme du gouvernement de la RDC, particulièrement la réforme du secteur de la sécurité, sur la base d'engagements réciproques. En application de l'Accord de partenariat UE – Afrique, Caraïbe, Pacifique (ACP), la tenue d'un dialogue politique article 8 entre la RDC et l'UE en 2020 contribuera à préciser les conditions partagées de la continuité de l'engagement de l'UE en RDC.

## **1.2 Cadre stratégique de l'action (mondial et l'UE)**

L'action portant le programme d'appui à réforme de la police s'inscrit dans le programme des Nations unies de développement durable à l'horizon 2030 en contribuant directement à l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) 1 (Lutte contre la pauvreté), 5 (Égalité entre les sexes), 8 (Travail décent et croissance économique), 10 (Inégalités réduites) et 16 (Paix, justice et institutions efficaces). Elle répond aux priorités du nouveau consensus européen pour le développement : « notre monde, notre dignité, notre avenir »<sup>2</sup> visant la promotion des valeurs universelles de démocratie, gouvernance, État de droit et de droits de l'Homme, préalable à la stabilité et au développement durable. Elle répond aussi aux objectifs de la communication conjointe du parlement et du conseil de l'UE « Vers une stratégie globale avec l'Afrique »<sup>3</sup>, ainsi que de la « nouvelle Alliance Afrique - Europe pour un investissement et des emplois durables: hisser notre partenariat pour l'investissement et l'emploi au niveau

---

<sup>2</sup> JO C 210 du 30.6.2017.

<sup>3</sup> JOIN(2020) 4 final du 9.3.2020.

supérieur »<sup>4</sup> en favorisant l'amélioration du climat des affaires par le soutien conjoint aux institutions de sécurité et de justice nécessaire à la lutte contre la corruption et l'impunité. L'action est définie dans le cadre du programme indicatif national (PIN) 2014-2020 pour la République démocratique du Congo<sup>5</sup>, signé entre la RDC et l'UE qui vise, notamment, à enraciner la démocratie et les droits de l'Homme et promouvoir l'émergence d'un État de droit, en appuyant les réformes de la justice, de la police et de l'armée, tout en promouvant une meilleure égalité de genre. Elle s'inscrit également dans la Communication « Éléments pour la mise en place d'un cadre stratégique à l'échelle de l'UE visant à soutenir le secteur de la sécurité »<sup>6</sup> qui promeut la réforme du secteur de la sécurité. L'objectif est de contribuer aux efforts de stabilisation et de mieux protéger/sécuriser la population civile, notamment à travers la protection de leurs libertés fondamentales et l'accès à la justice en cas des violations graves des droits l'Hommes. A un autre niveau, cette action entend aussi à contribuer à un plus grand respect des principes éthiques et de la déontologie policière. Dans ce sens, elle tend à renforcer la légitimité, la bonne gouvernance, l'intégrité et la viabilité de la Police nationale congolaise (PNC).

Enfin, elle intègre les objectifs du plan d'action « Égalité entre les femmes et les hommes et émancipation des femmes : transformer la vie des jeunes filles et des femmes dans le contexte des relations extérieures de l'UE 2016-2020 »<sup>7</sup> et la Stratégie pour les droits de l'Homme et la démocratie pour la période 2016-2020, en ce qui concernent (1) la redevabilité des autorités nationales en matière de violences basées sur le genre (VBG) et (2) la promotion et l'enracinement d'un système de justice équitable et accessible à tous ainsi que (3) la lutte contre l'impunité, surtout pour ceux impliqués dans les violences sexuelles.

### **1.3 Analyse des politiques publiques du pays partenaire/de la région**

La réforme de la police a été enclenchée en 2001 et se situe au cœur des efforts de reconstruction entrepris depuis le retour à la paix en RDC. En 2005, le Groupe mixte de réflexion sur la réforme et la réorganisation de la police (GMRRR) a dressé un état des lieux et fait des recommandations sur l'établissement de la future PNC. Sur cette base, la Constitution de 2006 a posé les fondements de la mise en place d'une police civile, apolitique au service de la population. À partir de 2008, le Comité de suivi de la réforme de la police (CSR) est devenu le cadre de coordination de la réforme de la police entre le gouvernement, les administrations concernées et les partenaires internationaux. Un Cadre stratégique à long terme (15 ans) a été élaboré en 2010, suivi en 2011 de la loi organique portant organisation et fonctionnement de la police et définissant la police comme un service public, civil, accessible, à l'écoute de la population et chargé d'assurer la sécurité publique, la sécurité des personnes et des biens, le maintien et le rétablissement de l'ordre public ainsi que la sécurité de hautes personnalités. Le premier Plan d'action triennal est arrivé à terme en 2012 et a été suivi d'un Plan d'action quinquennal pour la période 2012-2016. Après une période marquée par des avancées concrètes (2008 – 2015), la crise politique liée au report des élections a conduit à un important ralentissement du processus de réforme de la police sur la période 2016 et 2019. S'inscrivant dans la vision du nouveau Chef de l'État, le plan d'action du nouveau

---

<sup>4</sup> COM (2018) 643 final du 12.9.2018.

<sup>5</sup> C(2014)3904 Décision de la commission relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et la République démocratique du Congo du 17.06.2014

<sup>6</sup> SWD(2016) 221 final du 5.7.2016.

<sup>7</sup> SWD(2015)182 final du 21.9.2015.

gouvernement a fait de la relance de la réforme de la police une nouvelle priorité. Au mois de décembre 2019, un deuxième Plan d'action quinquennal pour la réforme de la police (PAQ2) pour la période 2020 – 2024 a été validé par le gouvernement. Le PAQ2 s'appuie sur le plan national stratégique de développement (PNSD) à l'horizon 2050 récemment mis à jour par le nouveau gouvernement. Il se structure autour de trois axes stratégiques, à savoir :

- i) le renforcement du cadre institutionnel (finalisation de la mise en place des structures, gestion des ressources humaines et financières, infrastructures) ;
- ii) la professionnalisation (formation et équipement) ;
- iii) la redevabilité interne et externe (contrôle interne, respect des droits fondamentaux, lien police population et suivi évaluation de la réforme).

Avec la défense et la justice, la police constitue une composante majeure de l'architecture globale de sécurité du pays tel que rappelé dans l'accord-cadre signé en 2013 à Addis Abeba pour la paix, la sécurité et la coopération en RDC et dans la région. La récente redynamisation du Mécanisme national de suivi (MNS) de cet accord-cadre offre une opportunité d'aborder la réforme du secteur de la sécurité dans son ensemble pour une plus grande efficacité.

#### 1.4 Analyse des parties prenantes

**Le ministère de l'intérieur, de la sécurité et des affaires coutumières (MININTERSECAC)** assure la tutelle administrative de la police et d'autres services de sécurité telles que la Direction générale des migrations (DGM). S'il préside les réunions du CSRP, son rôle se limite essentiellement à la validation des décisions qui lui sont soumises.

**Le Commissariat général de la police nationale congolaise (PNC)** est en première ligne de la mise en œuvre de la réforme et se structure en trois coordinations respectivement en charge de l'administration (sécurité publique, renseignements, protection civile), de l'appui et gestion (ressources humaines, financières et logistique) et de la police judiciaire (lutte contre la criminalité). Au travers de ses directions et services, il supervise le travail effectué au niveau des 26 **commissariats provinciaux** ainsi que des unités spécialisées telles que la **Légion nationale d'intervention** pour le maintien de l'ordre public. L'effectif de la PNC compte plus de 100 000 unités.

**L'Inspection générale (Insp Gén)** dépend du MININTERSECAC et est une structure de contrôle, audit, enquête et évaluation de la PNC. Elle demeure sous-équipée, tant au niveau central qu'au niveau de ses antennes provinciales, pour remplir ses fonctions.

Le **Comité de suivi de la réforme de la police (CSRP)** est l'organe qui a permis la conceptualisation de la réforme de la police et qui a contribué à l'élaboration du PAQ2. Il fait office de groupe thématique sectoriel, notamment au travers de ses réunions plénières qui offrent un cadre de discussion interministériel, ouvert à la société civile et aux partenaires. À ce titre, il permet d'apprécier l'évolution de la réforme sur la base du suivi-évaluation réalisé par la Cellule réforme du Commissariat général et les services du MININTERSECA.

Les **Commissions défense et sécurité et politique administrative et juridique de l'Assemblée nationale** ont joué un rôle important dans la préparation et la validation de la loi organique portant organisation et fonctionnement de la PNC. Leur implication mériterait d'être renforcée pour améliorer le contrôle démocratique des forces de sécurité et pour soutenir les priorités de la police dans le cadre des arbitrages budgétaires effectués au niveau des lois de finances.

Les autres acteurs de la sécurité dont, l'**Agence nationale de renseignement (ANR)**, la **Direction générale des migrations (DGM)** ou les services de la **Présidence** en matière de sécurité, doivent également être associés à la coordination générale de même qu'à toutes les actions visant à améliorer l'application de la loi et des conventions internationales, l'éthique et la redevabilité.

Les **cadres locaux de concertation** existants<sup>8</sup> qui regroupent les autorités locales, la PNC, les forces armées et la société civile jouent un rôle important dans le renforcement du climat de confiance entre la population et les forces de sécurité. Leurs capacités analytiques et techniques doivent être renforcées.

Les groupes cibles sont les policiers au niveau central et local. Certains ont un niveau d'éducation de base très faible et/ou n'ont jamais eu de formation initiale à leur prise de fonction. D'autres, directement issus de groupes armés, ont des comportements inacceptables vis-à-vis des populations qu'ils sont censés protéger. Dans les provinces ciblées, les groupes cibles comprennent aussi les autorités locales et les organisations de la société civile, incluant les leaders locaux et religieux et les associations de droits de l'homme et associations de femmes qui contribuent aux dynamiques locales de sécurité.

Les bénéficiaires finaux sont les communautés et la population en général, avec une attention particulière à l'égard des femmes, des enfants et des personnes handicapées. Leur implication dans la réalisation des diagnostics et plans de sécurité locaux ainsi que dans leur mise en œuvre) leur permettra de vivre dans un climat plus sécurisé et de confiance avec leurs propres forces de sécurité.

### 1.5 Analyse des problèmes/domaines d'appui prioritaires

La mise en œuvre de la réforme de la police souffre d'un manque de dialogue et de coordination effective entre les structures nationales qui en ont la charge ainsi qu'entre le niveau central et le niveau local. Le pilotage de la réforme de la police doit être optimisé par la définition d'un cadre programmatique commun et une mise en œuvre performante à la hauteur des enjeux sécuritaires et de protection des droits humains. L'implication du MININTERSECAC ne doit pas se limiter à la présidence des réunions du CSRP, mais également engager ses services techniques compétents dans une vision plus large de la sécurité intérieure impliquant d'autres acteurs tels que l'Assemblée nationale, la DGM, l'ANR ou la Présidence. Le Commissariat général de la PNC doit exercer un leadership plus fort dans le pilotage technique de la réforme. Le nouveau PAQ2, bien que budgétairement plus réaliste que le précédent, ne peut avoir d'impact sans une hiérarchisation précise des priorités, une planification concrète des actions à mener et un cadre d'évaluation avec des indicateurs permettant de mesurer une éventuelle amélioration de la performance de la police dans les domaines où la population l'attend. Un suivi évaluation efficace sur la base de statistiques précises doit aussi permettre une redevabilité accrue de la police. Dans cette optique, l'Insp. Gén doit pouvoir assurer un contrôle réel des forces de police et renforcer l'éthique et la déontologie. Enfin, la réforme de la police doit rechercher des synergies positives avec les réformes de l'armée et de la justice pour une action cohérente et crédible du service public.

La formation des policiers est l'un des principaux enjeux de la réforme dans une optique de rajeunissement et de professionnalisation. Les besoins sont basiques mais immenses et

---

<sup>8</sup> Tels que les Fora de quartiers, les Conseils locaux pour la sécurité de proximité (CLSP) ou les Comités provinciaux de sécurité.

fondamentaux pour permettre à la police de remplir sa mission de maintien de l'ordre public et de protection en respectant les droits des personnes. La Direction générale des écoles et de la formation (DGEF) ne dispose pas d'une stratégie claire et restreint ses actions compte tenu de budgets limités. L'Académie de police (ACAPOL) dont le site est sur le point d'être achevé grâce au financement de l'UE et de l'État congolais, ne dispose pas des moyens financiers et humains à la hauteur de ses ambitions. Les écoles de formation des provinces ciblées sont également démunies. Les besoins portent autant sur la formation générale des commissaires, inspecteurs, auditeurs, officiers de la police judiciaire et policiers que sur les formations spécialisées<sup>9</sup>.

La modernisation de la gestion des ressources humaines est au centre des préoccupations de la PNC. Malgré les efforts conjugués des autorités congolaises et de ses partenaires<sup>10</sup>, des défis majeurs sont la finalisation de la base de données des policiers (recensement complémentaire et distribution des cartes biométriques à plusieurs milliers d'effectifs qui n'en disposent pas encore) ainsi que l'élaboration et l'informatisation des procédures de gestion des ressources humaines. La réalisation d'un plan de dégageant des policiers inactifs constitue une autre priorité compte tenu du vieillissement des effectifs. Pour ce faire, le gouvernement devrait adopter les décrets d'application de la loi portant statut du personnel de carrière de la police nationale<sup>11</sup> qui prévoit des mesures financières d'accompagnement des policiers mis à la retraite. Le gouvernement devrait aussi réévaluer à la hausse les rémunérations des policiers (ce qui sera difficile vu les contraintes budgétaires) au travers d'une chaîne modernisée de paiement et prévoir des mesures pour favoriser le recrutement de femmes policières.

Restaurer la confiance de la population à l'égard de la police est un enjeu majeur auquel est confronté la PNC. Les abus de droit et l'impunité de la police dont est victime la population sont à l'origine de cette défiance. Pour changer les comportements et les interactions entre acteurs et permettre l'émergence d'une culture institutionnelle de protection, il est nécessaire de revoir les principes de la gouvernance locale de la sécurité en offrant à la population la possibilité de participer aux décisions relatives à sa sécurité à travers l'élaboration et la mise en œuvre commune de diagnostics et plans de sécurité<sup>12</sup>. L'établissement d'une police de proximité doit permettre d'assurer la protection des droits fondamentaux au plus près des citoyens et en accord avec les préoccupations et nuisances sécuritaires qui pèsent sur leur vie au quotidien. En outre, la réalisation d'activités communautaires de rapprochement, de dialogue et de renforcement des compétences et capacités des policiers (implantation de sous-commissariats dans les quartiers populaires, alphabétisation, formation de base et sur le respect des droits fondamentaux, médiations des conflits, lutte contre la corruption et contre les violences sexuelles, activités génératrices de revenus, etc.) a montré la possibilité de créer des liens de proximité et de rétablir cette confiance qui fait défaut.

Sur toutes ces problématiques, l'expérience et le portefeuille d'interventions de l'UE lui permettent de jouer un rôle important dans l'impulsion de dynamiques nouvelles.

---

<sup>9</sup> Droit et procédure pénale, procédure d'enquête, police technique et scientifique, maintien de l'ordre, protection des enfants et des femmes, déontologie, etc.

<sup>10</sup> L'UE qui a fourni diverses contributions dans le cadre du recensement biométrique des policiers et la création de la base de données des ressources humaines.

<sup>11</sup> Décret d'application de la loi n°13/013 du 1<sup>er</sup> juin 2013.

<sup>12</sup> Découlant de la doctrine de police de proximité élaborée en 2010, coulée dans la Loi organique n°11/13 du 11 août 2011 portant organisation et fonctionnement de la PNC.



## 2 RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau de risque	Mesures d'atténuation
Manque d'engagement/de volonté politique durable en matière de réforme de la police/risques politiques	Moyen/Elevé	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Adoption d'une feuille de route avec des indicateurs de progrès sur l'application des réformes, agréée conjointement et faisant l'objet d'un suivi régulier entre le MININTERSECAC et la Délégation de l'UE et les partenaires-clefs de la RSS (incluant les EM UE)</li> <li>- Encourager et soutenir le dialogue technique entre l'ensemble des parties prenantes par le MININTERSECAC dans le cadre du CSRP</li> <li>- Assurer un dialogue politique régulier (incluant le dialogue article 8) entre l'UE/EM et le gouvernement</li> <li>- Réunions régulières du Groupe inter-bailleurs police, initiation de démarches conjointes adoptées par le Groupe</li> <li>- Respect du calendrier des réunions du comité de pilotage du projet et recours à la convocation en session extraordinaire au besoin</li> <li>- Concertations régulières des EM/UE et production régulière de rapports HoMs sur la situation sécuritaire et évaluation des risques</li> </ul>
Les ressources et/ou le taux d'exécution du budget de l'État sont insuffisants pour mettre en œuvre la réforme	Elevé	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Encourager le dialogue politique et technique avec les services du Premier Ministre, des Ministres de l'intérieur et de la sécurité, des finances et du budget ainsi que les commissions parlementaires compétentes</li> </ul>
Persistance du mode de fonctionnement informel au sein même de la PNC et résistance aux changements	Elevé	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Encourager les bonnes pratiques en ciblant une masse critique qui sera à même d'impulser un changement de mentalités</li> <li>- Soutenir les réformes de la fonction publique et des finances publiques favorisant les conditions de travail des policiers</li> <li>- Communiquer sur les actions positives de la police quand elles ont lieu pour revaloriser son image auprès de la population</li> <li>- Renforcer le rôle de l'Insp Gen</li> <li>- Renforcer le rôle de la société civile comme contre-pouvoir démocratique</li> </ul>
Méfiance des structures de la PNC à l'égard de la société civile et manque de volonté de faire respecter le code de	Elevé	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Encourager et soutenir le dialogue entre les structures de la PNC au niveau central et provincial, et le changement de comportement /mentalité induit par l'appui de l'assistance technique et par des activités de sensibilisation et</li> </ul>

déontologie		de communication en lien avec les organisations de la société civile et la population
Faible volonté de capitaliser sur les acquis	Elevé	Encourager le maintien des personnes formées en poste au moins pendant 5 ans tel que stipulé par les textes
<b>Hypothèses</b>		
Maintien d'une certaine stabilité politique sur l'ensemble du territoire durant la période de mise en œuvre du programme.		
Des avancées dans la réforme de la fonction publique permettent d'appliquer les dispositions portant statut du personnel de carrière de la PNC, afin de procéder au dégagement des policiers en âge de prendre leur retraite, de recruter et de former de nouvelles générations de policiers.		
Les parties prenantes s'impliquent réellement dans la mise en œuvre du programme grâce à l'assistance technique (AT) qui travaille étroitement à leurs côtés.		

### 3 ENSEIGNEMENTS TIRES ET COMPLEMENTARITE

#### 3.1 Enseignements tirés

L'action s'appuie sur les enseignements tirés du programme « Soutien à la réforme de la police nationale congolaise » financé par l'Instrument contribuant à la paix et à la stabilité (IcSP) et le 9<sup>e</sup> FED, des Programmes d'appui à la réforme de la police (PARP, Phases I et II) financées par le 10<sup>e</sup> FED et du bilan de la mission EUPOL RDC financée dans le cadre de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Leur mise en œuvre et leurs évaluations ont permis de tirer les leçons suivantes : (i) la faiblesse du budget de la PNC et de son taux d'exécution est une contrainte majeure à la pérennité des acquis. En effet, la faiblesse des budgets de fonctionnement ne permet pas d'entretenir les bâtiments et les équipements, ni de renouveler les licences ou de former de nouvelles générations de policiers et il existe souvent une inadéquation entre les besoins réels et les appuis apportés, notamment en provinces où les besoins restent basiques. Ce type de difficulté doit être anticipé dès le démarrage du projet, notamment en évaluant les charges récurrentes et en établissant un plan consensuel de désengagement progressif du projet au profit des bénéficiaires; (ii) l'ancrage insuffisant de la réforme dans les structures permanentes de la PNC occasionne des résistances au changement, en particulier lorsque des intérêts personnels sont en jeu; (iii) les difficultés d'appropriation des nouveaux systèmes mis en place occasionnent des retards dans l'opérationnalisation des réformes; (iv) la faiblesse des échanges et du transfert des connaissances entre le Commissariat général et les commissariats provinciaux sont sources de dysfonctionnements dans les provinces; (v) l'immensité du territoire et son nouveau découpage au regard de l'ampleur des besoins de la PNC nécessitent des moyens additionnels de l'État dont le budget est déjà fort limité, (vi) pour anticiper ces défis au mieux, il est essentiel que les acteurs clés des bénéficiaires directs de l'action soient associés au plus près de l'analyse des problématiques, de la définition des solutions et de la priorisation des activités de manière à assurer une pleine appropriation qui a pu faire défaut par le passé. De façon globale, l'engagement politique des parties prenantes demeure la clef de la réussite de la réforme. La mise en place d'une feuille de route tenant compte des leçons apprises pour définir des indicateurs de progression permettra de mesurer régulièrement cet engagement tout au long de la mise en œuvre de l'action. L'exécution de la feuille de route sera assortie d'un dialogue politique au niveau du comité de pilotage et au-delà, si besoin.

En octobre 2019 et janvier 2020, des experts de la *EU Security Sector Governance Facility* ont soutenu la Délégation de l'UE dans la réalisation d'une analyse des opportunités de réengagement de l'UE dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) en RDC. Parmi leurs recommandations, on notera la nécessité d'appuyer la mise en place progressive d'une architecture de concertation stratégique globale sur la RSS et de renforcer les efforts en matière de contrôle démocratique du secteur de la sécurité. En ce qui concerne spécifiquement la PNC, on retient le besoin de i) renforcer la PNC afin qu'elle se situe au même niveau de réflexion stratégique que la défense ou la justice, ii) opérationnaliser l'ACAPOL, iii) reprendre l'appui à la gestion des ressources humaines et financières, iv) appuyer la police de proximité, notamment dans les provinces dans lesquelles la MONUSCO a prévu de retirer ses contingents militaires<sup>13</sup> et v) renforcer le lien police – justice notamment par un appui à la formation et l'encadrement des officiers de police judiciaire. Sur toutes ces questions, la nécessité d'un leadership de l'UE aux côtés de la MONUSCO a été unanimement exprimée par les acteurs nationaux et internationaux rencontrés par les experts.

### **3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs**

En 2019, la Délégation de l'UE et les États Membres de l'UE présents en RDC ont lancé le premier exercice d'analyse conjointe préfigurant l'élaboration à venir d'un document de programmation conjoint. Le renforcement de la paix, de la stabilité et de l'État de droit constitue le premier axe prioritaire de leur soutien au Plan national stratégique de développement (PNSD) en vue d'atteindre les ODD. Depuis de nombreuses années, l'UE est l'un des principaux partenaires de la RDC en matière de RSS de par ses interventions dans les secteurs de la défense, de la justice, de la police, des droits humains et du contrôle démocratique.

Dans le domaine de la police, les appuis cumulés de la mission EUPOL RDC (2007 – 2014) et des programmes financés par le 9<sup>e</sup> FED, le 10<sup>e</sup> FED (PARP Phases I et II) et l'IcSP ont apporté une contribution déterminante pour l'impulsion et la mise en œuvre de la réforme avec des réalisations marquantes telles que la mise en place et le soutien du CSRP, la création de la base de données des policiers, la modernisation de l'administration et la création/construction de l'ACAPOL. Dans toutes ses composantes, la présente action s'inscrit dans leur continuité.

Dans le domaine de la défense, ses appuis se sont structurés autour de la mission de conseil et d'assistance de l'UE en matière de réforme du secteur de la sécurité en République démocratique du Congo (EUSEC - RDCongo) financée dans le cadre de la PSDC suivie du programme PROGRESS financé par le 11<sup>e</sup> FED.

Dans le domaine de la justice, plusieurs programmes ont été conduits sur financement des 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> FED ainsi que grâce à l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'Homme (IEDDH) et l'IcSP. Le deuxième Programme d'appui à la réforme de la justice (PARJ II) financé par le 11<sup>e</sup> FED et qui doit démarrer en 2020, prévoit d'agir en synergie avec le programme d'appui à la police en ce qui concerne i) la planification stratégique, ii) la police judiciaire afin de travailler de façon cohérente à tous les échelons de la chaîne pénale, iii) la lutte contre la corruption et le respect des droits fondamentaux et iv) le choix des zones d'intervention décentralisées au niveau des provinces.

---

<sup>13</sup> Les provinces du Kasai et du Tanganyika.

Dans le domaine des droits humains et du contrôle démocratique, une synergie sera recherchée avec les programmes financés par l’IEDDH et l’IcSP, notamment en ce qui concerne la lutte contre l’impunité, la réconciliation communautaire et la gouvernance locale de la sécurité.

Peu d’acteurs ont été présents dans le secteur police depuis 2016, à l’exception des appuis de la Mission de police des Nations unies (UNPOL) en appui au Commissariat général et au CSRP (avec notamment la production du PAQ2), de la France à l’élaboration du fichier criminel des infractions constatées et auteurs présumés (FCICAP) à Kinshasa et du bureau international chargé de la lutte contre les stupéfiant et de l’application des lois (INL) de l’Ambassade des États-Unis d’Amérique à la police de proximité dans l’ex Katanga. Anciens soutiens actifs de la réforme de la police, le département pour le développement international du Royaume-Uni (DFID), la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) seraient aussi en réflexion pour un réengagement. L’action propose d’assurer la continuité du projet FCICAP développé par la France. L’action travaillera en synergie avec la mission UNPOL pour tout ce qui concerne le pilotage stratégique de la réforme et la formation, avec la GIZ pour l’appui à l’Inspection Générale dont les besoins sont très importants, ainsi qu’avec la coopération française, notamment pour le projet de développement du FCICAP et la formation des officiers de politique judiciaire.

Parmi les recommandations faites à la Délégation de l’UE par les experts de la *EU Security Sector Governance Facility* figure la nécessité de relancer en 2020 un groupe inter-bailleurs police en accord avec le *SSR Coordination Group* de la MONUSCO qui aborde principalement les questions liées à la réforme de l’armée. Cette initiative sous le leadership de l’UE serait complémentaire d’une relance des réunions politiques du CSRP dans le cadre de l’action.

Afin d’assurer la complémentarité, la synergie et la coordination, la Commission peut signer ou conclure des communiqués et déclarations conjointes de donateurs et peut participer aux organes de coordination des donateurs, dans le cadre de ses prérogatives en matière d’exécution du budget et pour sauvegarder les intérêts financiers de l’Union.

## **4 DESCRIPTION DE L’ACTION**

### **4.1 Objectif général, objectif(s) spécifique(s), produits attendus et activités indicatives**

L’objectif global du projet est de contribuer à la paix, à la sécurité et au renforcement de l’État de droit en améliorant la gouvernance, la protection des droits humains ainsi que la lutte contre l’impunité et la corruption en RDC.

Les quatre objectifs spécifiques (OS), les produits attendus et les activités indicatives s’inscrivent dans le cadre du deuxième Plan d’actions quinquennal (PAQ2) pour la réforme de la police et se déclinent comme suit :

OS1 : la mise en œuvre de la réforme et la redevabilité de la police sont améliorées.

OS2 : la professionnalisation de la police et la chaîne pénale sont renforcées.

OS3 : la gestion des ressources humaines de la police est modernisée.

OS4 : la police de proximité est opérationnelle et restaure la confiance de la population.

OS1 – Produit 1 : le pilotage et le cadre institutionnel de la réforme sont améliorés.

Activités indicatives : élaboration, finalisation et adoption des textes réglementaires manquants pour l'application de la loi organique portant organisation et fonctionnement de la PNC et de la loi portant statut du personnel de carrière de la PNC ; élaboration d'outils de suivi-évaluation du PAQ2 (outils statistiques, matrices de suivi, plans de financement) ; formation continue des cadres du Commissariat général, de l'Insp. Gén, du CSRP et du MININTERSECAC ; accompagnement du pilotage sectoriel de la réforme.

OS1 – Produit 2 : la gouvernance et le contrôle démocratique de la police sont renforcés.

Activités indicatives : formation en éthique et déontologie sur la base du code existant, lutte anti-corruption et régime disciplinaire des cadres de l'Insp. Gén ; soutien aux missions de contrôle de l'Insp. Gén ; mise en place d'un mécanisme de gestion des plaintes des citoyens et de redevabilité ; formation au contrôle démocratique et suivi évaluation de la réforme de la police des Commissions défense et sécurité et politique administrative et juridique de l'Assemblée nationale ; soutien aux missions de contrôle des Commissions défense et sécurité et politique administrative et juridique de l'Assemblée nationale ; soutien aux actions de contrôle démocratique des organisations de la société civile.

OS 2 –\_Produit 1 : la Direction générale des écoles et formation est renforcée.

Activités indicatives : mise à jour et validation d'un schéma directeur de la formation ; état des lieux des cursus de formation ; rédaction/mise à jour des modules de formation (initiale, continue et spécialisé) ; formation des formateurs.

OS 2 – Produit 2 : l'Académie de police (ACAPOL) est fonctionnelle.

Activités indicatives : constructions complémentaires (réfectoire et clôture) et équipement (véhicules, mobiliers, matériel informatique et fournitures) ; AT pour la gestion administrative, budgétaire et logistique de l'ACAPOL ; renforcement de la procédure de sélection des élèves officiers équitable et paritaire (genre) ; formations y inclus en droits humains et questions de genre.

OS 2 – Produit 3 : les officiers de police judiciaires sont mieux formés.

Activités indicatives : réhabilitation et équipement des salles de formation ; AT à la gestion administrative budgétaire et logistique du centre de formation ; renforcement de la procédure de sélection équitable respectueuse de la parité genre des élèves officiers de police judiciaire ; formations des élèves officiers de police judiciaire y inclus en droits humains et questions de genre, et en coopération avec les autres acteurs de chaîne pénale<sup>14</sup>.

OS 2 – Produit 4 : les unités de maintien de l'ordre de la police sont mieux formées.

Activités indicatives : réhabilitation et équipement du centre de formation de Mbankana dans la province de Kinshasa ; AT à la gestion administrative budgétaire et logistique du site de formation ; mise en place d'un partenariat avec un centre européen ou africain de formation au maintien de l'ordre public ; formation des unités sur la dimension politique et le cadre légal du maintien de l'ordre, le métier spécifique et le concept de gradualité (préparation des interventions, dialogue, concertation, résilience face à la violence adverse, interventions proportionnées) y inclus les droits humains et questions de genre.

OS 3 – Produit 1 : la base de données des policiers est mise à jour.

---

<sup>14</sup> Voir point 3.2 sur la synergie entre la présente action et le deuxième Programme d'appui à la réforme de la justice (PARJ II).

Activités indicatives : collecte des données complémentaires ; distribution des cartes biométriques complémentaires ; renouvellement partiel des équipements informatiques de la Direction des ressources humaines du Commissariat général.

OS 3 – Produit 2 : une politique de gestion des ressources humaines est élaborée et mise en œuvre.

Activités indicatives : formation du personnel de la Direction des ressources humaines du Commissariat général ; élaboration des procédures de gestion (recrutement, formation, affectation, avancement, retraites) ; appui au contrôle de la chaîne de paiement ; définition d'une politique de dégageant des effectifs.

OS 4 – Produit 1 : le cadre de la gouvernance sécuritaire locale est renforcé dans les zones couvertes par l'action.

Activités indicatives : actualisation du guide pratique sur la police de proximité ; renforcement des capacités des autorités provinciales/locales en matière de gestion de la sécurité et gestion de crises ; mise en place ou redynamisation des comités locaux de sécurité ; réalisation/mise à jour des diagnostics locaux de sécurité et l'élaboration de plans locaux de sécurité tenant compte des coutumes, pratiques locales ; renforcement du lien police-population (dialogue, sensibilisation, éducation civique) ; mise en place de la cellule des plaintes.

OS 4 – Produit 2 : la mise à niveau des policiers est assurée dans les zones couvertes par l'action.

Activités indicatives : réhabilitation/équipement de salles de formation ; formation des formateurs ; suivi des formateurs ; formation des unités de police avec une attention spécifique sur l'accueil des victimes, la protection de l'enfant, la lutte contre la corruption et la prévention des violences sexuelles.

OS 4 – Produit 3 : les infrastructures de police de proximité sont développées/renforcées dans les zones couvertes par l'action.

Activités indicatives : définition des priorités dans le cadre des plans locaux de sécurité ; construction et équipement de commissariats ou sous-commissariats.

## **4.2 Logique d'intervention**

L'action vise à améliorer la perception de la police par la population en agissant à la fois sur son efficacité, son intégrité, son sens du service public et son respect des valeurs humaines. La réalisation des produits devant mener à une programmation efficace et inclusive de la réforme, au renforcement du contrôle démocratique et institutionnel de l'action de la police, à la formation initiale et continue dans les domaines généraux ainsi que dans les domaines où la police est attendue par les populations, au renforcement des capacités en matière de gestion des ressources humaines et financières, à la réhabilitation/construction et l'équipement de bâtiments clefs (centres de formation, commissariats de proximité), et au développement d'une relation positive entre police et populations pour le renforcement de la sécurité dans des zones sensibles sont autant de leviers sur lesquels elle entend agir simultanément.

Au niveau stratégique, l'action cherchera à renforcer les synergies entre les secteurs clefs de la sécurité (défense, police, renseignements, migrations) et avec d'autres secteurs (pouvoirs législatifs nationaux et provinciaux, justice, corps Protection des parcs nationaux dans les aires protégées, ministères des finances et du budget) avec lesquels des interactions positives pourraient être trouvées pour le renforcement de l'État de droit, la sécurité et la paix.

Les formations seront dispensées en touchant un public cible plus important afin d'obtenir l'effet levier de la masse critique. Les formations devront être à la fois générales et ciblées sur les missions spécifiques de la police lui permettant de retrouver une plus grande légitimité et crédibilité auprès de la population.

Pour l'amélioration de la gestion des ressources humaines et financières, l'action cherchera autant que possible à s'inscrire dans la continuité des importants appuis apportés par la mission EUPOL RDC, les programmes FED (PARP Phases I et II) et l'IcSP.

Dans le cadre de la redevabilité, l'approche sera de travailler tant sur l'offre, en établissant des mécanismes de contrôle interne plus performants, que sur la demande, en aidant à la mise en place d'espaces de dialogue entre police et population, en renforçant les capacités de la population à exprimer ses attentes, à élaborer son diagnostic local de sécurité et en appuyant la résolution des problèmes d'insécurité dans des approches associant la police et la société civile (activités communautaires de rapprochement, dénonciation et poursuite des violations des droits humains).

Une phase de démarrage doit permettre aux opérateurs de mise en œuvre d'ajuster l'action et de préciser les activités ainsi que le cadre logique. Ce travail sera effectué en étroite synergie avec les bénéficiaires de manière à assurer leur pleine appropriation de l'action. Une feuille de route sera agréée durant cette phase de démarrage, entre, d'une part, le MININTERSECAC et le Commissariat général, et, d'autre part, la Délégation de l'UE pour formaliser des engagements réciproques dans la mise en œuvre de la réforme.

L'action prendra en compte dans toutes les activités risques de protection, en se conformant avec le principe de « ne pas nuire ».

#### **4.3 Intégration des questions transversales**

La dimension genre/droits humains sera intégrée dans chaque composante de l'action sur base des orientations contenues dans le *Gender Action Plan* pour la RDC révisé en 2019. Il s'agira de renforcer les bonnes pratiques en matière de prise en compte des sexo-spécificités et de la participation égale entre les femmes et les hommes acquises sous le programme police 10<sup>e</sup> FED notamment au niveau des ressources humaines (données désagrégées par sexe et âge, respect de la Loi sur la parité, utilisation des principes de discrimination positive pour les recrutements, communication spécifique pour les femmes lors des campagnes de recrutement). Il faudra aussi mettre en place des stratégies pour la promotion de la policière, concevoir des outils de sensibilisation en vue d'atteindre le quota de 30 % de femmes au sein des effectifs dans les années à venir et mettre en place un plan stratégique de suivi – évaluation de la politique genre au sein de la PNC. La mise en œuvre des activités veillera à assurer une plus grande égalité de traitement entre hommes et femmes au sein de la PNC, mais aussi à permettre une meilleure prévention et une meilleure prise en charge des cas de violences basées sur le genre<sup>15</sup>. Quant aux constructions ou réhabilitations d'infrastructures, elles devront veiller au respect des questions de sexo-spécificités, d'inclusion des personnes avec un handicap (accessibilité des infrastructures) et suivre les règles environnementales (conception adaptée au climat, recours à l'architecture traditionnelle, utilisation de matériaux locaux et utilisation des énergies renouvelables). Enfin, l'action contribuera à la résolution de conflits actuels ou futurs dans

---

<sup>15</sup> La publication de 2014 « Intégrer le genre dans le contrôle interne de la police » est un document majeur sur lequel s'appuyer, ainsi que le rapport analytique du CSRP pour la prise en compte du genre dans la PNC qui offre un point de départ pour les réflexions à ce sujet et qui répond au faible taux de représentativité des femmes dans la PNC.

plusieurs zones sensibles du pays en renforçant et pérennisant la cohésion de tous les acteurs impliqués.

L'action devra s'inscrire en synergie avec la réforme des finances publiques et veiller à ce que les orientations prioritaires de réforme de la police se retrouvent bien dans la loi de finances, ce qui impliquera un dialogue régulier avec les ministres du budget et des finances, mais aussi avec les assemblées parlementaires. Il faudra aussi tenir compte des réformes en cours de la fonction publique, notamment en ce qui concerne l'organisation des administrations, la gestion des ressources humaines, en particulier la formation, le déroulement des carrières et la retraite. Il appartiendra au CSRP de maintenir à cette fin un lien étroit avec les groupes thématiques sectoriels compétents. L'action intègre pleinement l'approche du développement basée sur les droits (*rights-based approach*) en renforçant les capacités des institutions de sécurité (porteur des obligations) et la responsabilisation des titulaires de droits, notamment à travers les cadres de concertation de la gouvernance locale visant à la mise en place de la police de proximité, ainsi qu'à travers les actions de renforcement de la chaîne pénale réalisées en synergie avec le programme d'appui à la Justice du FED. L'action devra anticiper et prévenir les potentiels conflits dont pourraient découler l'initiative de renforcement de l'appareil sécuritaire dans certaines zones peu favorables à une plus grande présence et souveraineté de l'État.

#### **4.4 Contribution à la réalisation des ODD**

La présente intervention s'inscrit dans le programme des Nations unies de développement durable à l'horizon 2030. Elle contribue principalement à la réalisation progressive des ODD 1 (Lutte contre la pauvreté), 5 (Égalité entre les sexes), 8 (Travail décent et croissance économique), 10 (Inégalités réduites) et 16 (Paix, justice et institutions efficaces).

### **5 MISE EN ŒUVRE**

#### **5.1 Convention de financement**

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République démocratique du Congo.

#### **5.2 Période indicative de mise en œuvre**

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

#### **5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire**

Sans objet.



## 5.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et des procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>16</sup>.

### 5.4.1 *Gestion indirecte avec le pays partenaire*

La présente action ayant pour objectif d'améliorer la mise en œuvre de la réforme et la redevabilité de la police (OS1), de renforcer la professionnalisation de la police et la chaîne pénale (OS2), de moderniser la gestion des ressources humaines de la police (OS3) et de rendre opérationnelle la police de proximité et restaurer la confiance de la population (OS4) peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la République démocratique du Congo conformément aux modalités suivantes :

Le pays partenaire agira en tant que pouvoir adjudicateur/administration contractante dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions. La Commission procédera à un contrôle ex ante de toutes les procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions pour tous les contrats

Les paiements sont exécutés par la Commission.

Le pays partenaire applique les règles de la Commission en matière de passation de marchés et d'octroi de subventions. Ces règles seront fixées dans la convention de financement qui sera conclue avec le pays partenaire.

#### 5.4.1.1 **Subvention**

Des organisations non gouvernementales (ONG) ou des organisations internationales et/ou des organisations des États membres expérimentées dans ces questions sensibles de réforme de la police en lien avec la lutte contre l'impunité ayant déjà une expérience et une présence en RDC, seront sollicitées via un appel à manifestation d'intérêt pour soumettre une note succincte de proposition de projet. Cette note devra définir les principales orientations d'une proposition de projet en ligne avec les domaines d'actions spécifiés dans le paragraphe 4.1. (Objectif général, objectif(s) spécifique(s), produits attendus et activités indicatives).

L'appel à manifestation d'intérêt conduira à une attribution d'un contrat de subvention au consortium ayant présenté un projet qui correspond aux objectifs du programme et permettra leur réalisation en collaboration avec les partenaires nationaux. Pour information, le montant du projet devra s'élever à un maximum de 19 000 000 EUR tel que défini au point 5.6 (budget indicatif).

##### a) **Objet de la subvention**

La subvention a pour objet d'assurer la mise en œuvre des actions visant à améliorer la mise en œuvre de la réforme et la redevabilité de la police (OS1), renforcer la professionnalisation de la police et la chaîne pénale (OS2), moderniser la gestion des ressources humaines de la police (OS3) et rendre opérationnelle la police de proximité et restaurer la confiance de la population (OS4) conformément aux objectifs du programme.

---

<sup>16</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu) Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.

b) Critères essentiels de sélection et d'attribution du contrat de subvention :

Les critères essentiels de sélection et d'attribution incluent la capacité opérationnelle et financière du demandeur, ainsi que la pertinence de la proposition de projet pour assurer la réalisation des objectifs du programme, en plus de la qualité de conception, effectivité, faisabilité, durabilité et efficience des actions proposées.

Les opérateurs recherchés doivent proposer une approche holistique et doivent être spécialisés en matière de réformes policières, de gouvernance du secteur de la sécurité, de sécurité communautaire et de lutte contre la criminalité. Leur approche doit être unique, innovante et diversifiée, comparativement aux autres structures travaillant dans la réforme du secteur de sécurité et dont le champ d'action se réduit à de l'expertise et des formations. Leur logique d'intervention doit reposer sur l'encadrement et le renforcement des capacités des acteurs avec qui ils travaillent (autorités nationales et locales, milieux académiques, organisations locales de la société civile), dont les capacités analytiques, techniques et matérielles sont encore trop limitées pour leur permettre de réaliser ce travail eux-mêmes et surtout d'en assurer le suivi. Cette approche doit garantir la poursuite des activités une fois que l'action aura été menée à son terme, tant au niveau central qu'au niveau local. Les opérateurs doivent attester d'une expérience pleinement reconnue dans les domaines ciblés par l'action en Afrique subsaharienne dans des États fragiles. Une expérience de mise en œuvre de programmes similaires et connexes en RDC est exigée et doit permettre de démontrer la fiabilité des partenaires car parfaitement à même de tirer au mieux les leçons du passé tout en étant pleinement reconnus par les bénéficiaires directs.

Dans un contexte fragile et complexe tel que celui de la RDC, l'ensemble de ces critères et conditions sont essentiels pour la réussite du projet. En effet, la spécificité et le haut degré de sensibilité du domaine d'intervention nécessite que les partenaires de mise en œuvre disposent des connaissances et maîtrise technique adaptées et suffisantes, ainsi que d'une capacité de mobilisation et de délivrance rapide pour assurer la meilleure chance de réalisation des résultats.

c) Conditions d'éligibilité :

Afin d'être éligible pour bénéficier de la subvention, le demandeur chef de file doit :

- Être une personne morale **et**
- N'avoir aucun but lucratif **et**
- Être une organisation non gouvernementale, ou opérateur du secteur public et organisations d'un État membre, ou organisation internationale (inter-gouvernementale) tel que défini à l'article 156 du règlement financier de l'Union européenne.
- Être établi dans un État membre de l'UE, en RDC ou dans un pays éligible aux règles de participations aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subvention tel que prévu à l'annexe du Guide pratique pour Marchés publics et subvention dans le cadre des actions extérieures de l'Union européenne.
- Être directement chargé de la préparation et de la gestion de l'action avec le ou les codemandeurs et l'entité ou les entités affiliées, et non agir en tant qu'intermédiaire.

d) Taux de cofinancement :

Le taux de cofinancement pour cette subvention est de 0 % des coûts éligibles de l'action compte tenu de la sensibilité des activités prévues qui touchent à la sécurité et à la souveraineté du pays et en l'absence d'autres possibilités de financements actuellement dans le domaine.

#### 5.4.2 Passage du mode de gestion indirecte au mode de gestion directe en raison de circonstances exceptionnelles

Au cas où la modalité privilégiée mentionnée dans les points 5.4.1 ne peut pas être mise en œuvre en raison de circonstances échappant au contrôle de la Commission, la présente action serait conduite par gestion directe selon le schéma suivant:

Objet en termes génériques, si possible	Type (travaux, fournitures, services)	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure
Subvention (OS 1, 2, 3 et 4)	Subventions	4 <sup>e</sup> trimestre 2020

#### 5.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable, sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et de services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

#### 5.6 Budget indicatif

	Contribution de l'UE (EUR)
<b>5.4.2 Gestion indirecte avec le pays partenaire :</b>	<b>19 000 000</b>
<i>- Subvention à un ou plusieurs opérateurs organisés en consortium d'opérateurs spécialisés pour la réalisation des OS suivants :</i>	<i>19 000 000</i>
<b>OS1 :</b> le pilotage, le cadre institutionnel et la redevabilité de la police sont renforcés.	
<b>OS2 :</b> la professionnalisation de la police et la chaîne pénale sont renforcées.	
<b>OS3 :</b> la gestion des ressources humaines de la police est modernisée.	
<b>OS4 :</b> la police de proximité est opérationnelle et restaure la confiance de la population.	

5.9 Évaluation (voir section 5.9), 5.10– Audit (voir section 5.10) / Vérification des dépenses	400 000
5.11 Communication et visibilité (voir section 5.11)	100 000
Provision pour dépenses imprévues	500 000
<b>Totaux</b>	<b>20 000 000</b>

## 5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le maître d'ouvrage est l'ordonnateur national. Le ministère de l'intérieur, sécurité et affaires coutumières assure la maîtrise d'œuvre et le Commissariat général de la police assure la maîtrise d'œuvre déléguée. La mise en œuvre de toutes les activités prévues pour atteindre les 4 objectifs spécifiques sera déléguée à un consortium d'opérateurs spécialisés mobilisé au moyen d'un contrat de subvention unique qui inclura toutes activités prévues, y compris la réalisation de travaux de construction ou de réhabilitation.

Dans le respect de l'approche d'appui sectoriel, l'exécution du programme doit s'aligner sur les orientations définies par le CSRP qui fait office de groupe thématique sectoriel pour la réforme de la police. Présidé par le ministère de l'intérieur, le CSRP est un organe mixte de concertation interministériel et de partenariat international qui constitue le cadre formel de dialogue, coordination et suivi de la réforme de la police. Le CSRP a élaboré le cadre stratégique à long terme de la réforme en 2010 ainsi que le Plan d'action quinquennal (PAQ2), qui est l'instrument programmatique utilisé pour assurer le suivi de la mise en œuvre de réforme. La matrice du PAQ2 doit encore être consolidée et intégrer les indicateurs de performances et les données budgétaires pour assurer le suivi des engagements de tous les acteurs thématiques et des partenaires internationaux engagés dans la mise en œuvre de réforme.

Un Comité de pilotage du programme, qui constitue un cadre de dialogue entre le gouvernement de la RDC et l'UE, est établi pour assurer la gouvernance du programme. Il est composé du ministère de l'intérieur, sécurité et affaires coutumières et du Commissariat général de la police qui en assurent la co-présidence, de l'Inspection générale de la police, du Comité de suivi de la réforme de la police, des représentants des provinces concernées, de la Délégation de l'UE, de représentants de la société civile, de l'Ordonnateur national et des opérateurs de mise en œuvre.

La participation au Comité de pilotage pourra être élargie en fonction de l'ordre du jour, notamment à d'autres partenaires actifs dans le domaine. Le Comité de pilotage permettra de faire le suivi des activités prévues dans le cadre du programme. Il se réunit au moins deux fois par an en accord avec le cadre sectoriel. Des réunions extraordinaires pourront être convoquées selon les besoins.

Le Comité technique assure quant à lui le suivi technique et opérationnel. Composé d'un représentant du ministère de l'intérieur, sécurité et affaires coutumières, d'un représentant du Commissariat général de la police, d'un représentant de chaque service ou unité de la police impliqué dans le cadre de l'action, d'un représentant de l'Ordonnateur national et d'un représentant de la Délégation de l'UE, il se réunira au minimum tous les 3 mois et dans tous les cas avant la tenue du Comité de pilotage.

Le ministère de l'intérieur assurera la cohérence entre les travaux conduits dans le cadre du Comité de pilotage et les réunions du CSRP. Les résultats des travaux pourront aussi faire l'objet d'échanges dans le cadre du dialogue politique entre la RDC et l'UE.

## 5.8 Suivi de la performance et des résultats et rapports

Dans le cadre de son OS1 (le pilotage, le cadre institutionnel et la redevabilité de la police sont renforcés), l'action appuiera l'amélioration des outils de suivi de la mise en œuvre du PAQ2 qui couvre la période 2020 – 2024. Une matrice de suivi avec des indicateurs cibles sera élaborée afin d'assurer une évaluation objective de la mise en œuvre de la réforme. Des rapports de suivi seront publiés régulièrement et les revues sectorielles conjointes présidées par le ministère dans le cadre du CSRP permettront à l'ensemble des partenaires d'analyser :

- L'évolutions des indicateurs de performance de la police ;
- La mise en œuvre du PAQ2 et de ses réformes ;
- L'exécution des budgets alloués au secteur, sur financement domestique et sur financement extérieur.

Dans le respect du cadre sectoriel, une feuille de route agréée entre le ministère de l'intérieur, sécurité et affaires coutumières, le Commissariat général de la police et l'UE reprendra une série d'indicateurs pertinents produits pour le suivi du PAQ2 matérialisant les engagements respectifs dans la mise en œuvre de la réforme du secteur de la police.

Le Comité de pilotage assurera le suivi de l'état d'avancement des réformes dans le secteur, via l'appréciation des indicateurs du programme ainsi que la feuille de route dans le cadre des revues semestrielles.

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (produits et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique.

Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

## 5.9 Évaluation

Eu égard à l'importance de l'action, il sera procédé à une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale de la présente action ou de ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants commandés par la Commission.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée pour résoudre les éventuels problèmes rencontrés dans la mise en œuvre et à des fins d'apprentissage, en particulier par rapport à l'atteinte des objectifs fixés, afin de procéder aux ajustements éventuellement nécessaires.

L'évaluation finale sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier des actions pilotes initiées.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins un mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

#### **5.10 Audit**

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

Il est prévu qu'un ou plusieurs marchés de services d'audit pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

#### **5.11 Communication et visibilité**

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations juridiques pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité, qui seront établies dans le cadre du contrat de subvention, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine. Un budget communication et visibilité est également prévu au niveau de la Convention de financement.

Afin d'accroître la visibilité de l'UE et sa contribution à la présente action, la Commission peut signer ou conclure des communiqués et déclarations conjointes, dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution du budget et pour sauvegarder les intérêts financiers de l'Union.

En ce qui concerne les obligations juridiques en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités responsables. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base des exigences de communication et de visibilité applicables aux actions extérieures de l'Union européenne (ou de tout document ultérieur).

## **6 CONDITIONS PREALABLES**

Sans objet.

## APPENDICE – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE

La matrice indicative du cadre logique évoluera au cours de la durée de vie de l'intervention. Les activités, les produits attendus et les indicateurs associés sont fournis à titre indicatif et peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'intervention, comme convenu entre les parties (la Commission européenne et le ou les partenaires chargé/s de la mise en œuvre).

	Chaîne des résultats: principaux résultats attendus	Indicateurs (au moins un indicateur par résultat attendu)	Sources des données	Hypothèses
<b>Impact (objectif général)</b>	Contribuer à la paix, à la sécurité et au renforcement de l'État de droit en améliorant la gouvernance, la protection des droits humains ainsi que la lutte contre l'impunité et la corruption en RDC.	1. Indice Mo Ibrahim de gouvernance globale de la RDC. 2. Indice sur l'État de Droit de la RDC. 3. % des répondants en RDC qui ont versé des pots-de-vin à un officier de police dans l'année écoulée. 4. Nombre de victimes d'homicide volontaire pour 100.000 habitants* (désagrégée par sexe et âge) (EURF L1.30 = SDG16.1.1).	1. Rapport annuel de la Fondation Mo Ibrahim 2. Rapport annuel du World Justice Project 3. Rapport annuel du baromètre mondial de la corruption de Transparency International 4. Statistiques annuelles de l'United Nation Office on Drugs and Crime (UNODC)	<i>Sans objet</i>
<b>Objectif(s) spécifique(s)</b>	OS1 : la mise en œuvre de la réforme et la redevabilité de la police sont améliorées.  OS2 : la professionnalisation de la police et la chaîne pénale sont renforcées.  OS3 : la gestion des ressources humaines de la police est modernisée.  OS4 : la police de proximité est	1.1 : Statut des décrets d'application des lois organiques portant organisation et fonctionnement de la PNC et portant statut du personnel de carrière de la PNC. 1.2 : Degré de mise en œuvre de la réforme sectorielle de la police* (matching EURF L2.25). 1.3 : Nombre de plaintes des citoyens soumis au mécanisme de gestion mis en place par l'Inspection Générale désagrégé selon le genre.  2.1 : % d'officiers de police formés par l'action parmi l'ensemble des forces de police (désagrégé par sexe).  2.2 : Variation de l'indice de police et de sécurité intérieure de la RDC (WIPSI index).  3.1 : Nombre d'officiers de police pour	1.1 Revue semestrielle des publications du Journal Officiel par le comité de pilotage de l'action 1.2 : Revue semestrielle de la PAQ2 par le comité de pilotage de l'action et dans le respect des engagements définis dans la feuille de route 1.3 , 1.4 et 1.5: Rapport statistique annuel de l'Insp. Gén  2.1 : Rapport statistique annuel de l'Insp. Gén 2.2 : rapport annuel WIPSI de l' International Police	Maintien d'une certaine stabilité politique sur l'ensemble du territoire  La volonté politique de remettre la réforme de la police au centre des priorités se traduit par des mesures concrètes  Des avancées dans la réforme de la fonction publique permettent



	opérationnelle et restaure la confiance de la population.	<p>100.000 habitants (désagrégué par âge et par sexe). 3.2 : Degré d'exhaustivité et de fiabilité du cadre d'évaluation des forces de police.</p> <p>4.1 Variation de l'indice de confiance de la population dans sa police locale. 4.2 : Nombre de victimes de violation des droits humains bénéficiant directement d'une assistance de la police dans le cadre de l'action* -désagrégué par sexe (EURFL2.26).</p>	<p>Science Association (IPSA)</p> <p>3.1 : Statistiques annuelles de l'Inspection générale 3.2 : Compilation statistique de l'UNDOC sur la criminalité et la justice pénale 3.3 : Revue semestrielle du cadre de suivi-évaluation de la PAQ2</p> <p>4.1 Rapport annuel de Gallup World Poll</p> <p>4.2: Rapports ONG et Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'Homme (BCNUDH).</p> <p>4.3 Rapports d'évaluations/ des perceptions de la communauté vers la police à mener au départ de l'action, mis parcours et à la fin de l'action</p>	<p>d'appliquer les dispositions portant statut du personnel de carrière de la PNC.</p> <p>Les parties prenantes s'impliquent réellement dans la mise en œuvre du programme</p>
<b>Produits OS1</b>	<p>P1.1 : le pilotage et le cadre institutionnel de la réforme sont améliorés.</p> <p>P1.2 : la gouvernance et le contrôle démocratique de la police sont renforcés.</p>	<p>1.1.1 Nombre et fréquence des réunions plénières du CSRP impliquant toutes les parties prenantes à la réforme.</p> <p>1.2.1 Degré d'élaboration et de mise en place du mécanisme de gestion des plaintes par l'IG.</p> <p>1.2.2 Nombre de questions parlementaires sur des violations potentielles de droits de l'Homme par la police.</p> <p>1.2.3 Nombre de cas de violations des droits de</p>	<p>1.1.1 Rapports semestriels de l'AT</p> <p>1.2.1 : Rapports semestriels des services de l'Insp. Gén</p>	<p>Le décroisement de la réforme de la police s'opère réellement</p> <p>La méfiance des structures de la PNC à l'égard de la société civile est limitée</p> <p>Volonté suffisante</p>

		l'Homme rapportés et documentés par la société civile.		au sein de la PNC de faire respecter le code de déontologie
<b>Produits OS2</b>	<p>P2.1 : la Direction générale des écoles et formation est renforcée.</p> <p>P2.2 : l'Académie de police (ACAPOL) est fonctionnelle.</p> <p>P2.3 : les officiers de police judiciaires sont mieux formés.</p> <p>P2.4 : les unités de maintien de l'ordre de la police sont mieux formées.</p>	<p>2.1.1 : Degré d'élaboration d'un schéma directeur des formations.</p> <p>2.1.2 : Taux d'exécution du schéma directeur des formations.</p> <p>2.2.1 : Nombre d'officiers formés dans le cadre de l'action (désagrégué par sexe et âge).</p> <p>2.3.1 : Nombre d'OPJ formés dans le cadre de l'action (désagrégué par sexe et âge).</p> <p>2.4.1- Nombre de policiers formés en maintien de l'ordre dans le cadre de l'action (désagrégué par sexe et âge).</p>	<p>2.1.1 : Rapports semestriels de l'AT</p> <p>2.1.2 : Rapports annuels de la DGEF</p> <p>2.2.1 : Idem 2.1.1</p> <p>2.3.1 : Idem 2.1.1</p> <p>2.3.2 : Rapport du Ministère public sur l'efficacité des OPJ dans le traitement des dossiers judiciaires, particulièrement ceux des VBG.</p> <p>2.3.3 ; Rapport administratif du parquet sur le suivi disciplinaire des OPJ du ressort.</p> <p>2.4.1 : Idem 2.1.1</p>	<p>Le gouvernement mobilise les moyens nécessaires au fonctionnement des centres de formations dans le cadre des engagements réciproques pris au démarrage</p> <p>Les personnes formées sont maintenues en poste au moins pendant cinq ans tel que stipulé par les textes</p>
<b>Produits OS3</b>	<p>- P3.1 : la base de données des policiers est mise à jour.</p> <p>- P3.2 : une politique de gestion des ressources humaines est élaborée et mise en œuvre.</p>	<p>3.1.1 : Nombre de policiers identifiés dans le cadre de l'action (désagrégué par sexe et âge).</p> <p>3.1.2 : Pourcentage de dossiers de policiers mis à jour dans la base de données des ressources humaines (désagrégué par sexe et âge).</p> <p>3.2.1 : Degré d'élaboration, de validation par le Commissariat Général et de traduction en procédures opérationnelles du document de</p>	<p>3.1.1 : Rapports semestriels de l'AT</p> <p>3.1.2 : Rapport des services de suivi de la paie des policiers (les banques et l'Insp. Gén).</p> <p>3.1.3 : Idem 3.1.1</p>	<p>Implication effective des services de police face aux éventuelles résistances au changement</p>

		politique de gestion des ressources humaines.	3.2.1 : Rapports annuels du Commissariat Général	
<b>Produits OS4</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- P4.1 : le cadre de la gouvernance sécuritaire locale est renforcé dans les zones couvertes par l'action.</li> <li>- P4.2 : la mise à niveau des policiers est assurée dans les zones couvertes par l'action.</li> <li>- P4.3 : Les infrastructures de police de proximité sont développées/renforcées dans les zones couvertes par l'action.</li> </ul>	<p>4.1.1 : Nombre de plans locaux de sécurité élaborés/mis à jour dans le cadre de l'action.</p> <p>4.2.1 : Nombre de policiers ayant suivi au moins une session de formation continue/de remise à niveau</p> <p>4.3.1 : Proportion de zones prioritaires ayant bénéficié de la construction/ réhabilitation d'infrastructures permettant le rapprochement police-populations.</p>	<p>4.1.1 : Rapports semestriels de l'AT</p> <p>4.1.2. : Rapport de l'autorité politico-administrative sur la collaboration avec la PNC dans le cadre des conseils locaux de sécurité de proximité</p> <p>4.2.1 : Idem 4.1.1</p> <p>4.3.1 : Idem 4.1.1</p>	<p>Implication de toutes les parties prenantes au niveau local</p> <p>Les personnes formées sont maintenues en poste au moins pendant cinq ans tel que stipulé par les textes</p>